*RAPPORTS présentés à la séance du Sénat, du 27 février 1844.*

MR. MORSE au nom du Comité auquel a été renvoyé [illegible] relatif à la liquidation volontaire de la Banque de la Louisiane, a fait le rapport suivant :

Ayant soigneusement examiné le 28 bill et l'ayant comparé avec l'acte statuant sur la liquidation des Banques, approuvé le 14 mars 1842; votre comité convaincu que le bill en question autorise simplement les actionnaires à faire ce qu'ils ne pourraient être forcés de faire qu'après avoir encouru la forfaiture de leur charte, sauf l'autorisation qui leur est accordée par ce bill, de retirer leurs branches.

Cette Banque n'ayant jamais encouru aucun acte entraînant la forfaiture de sa charte, et possédant des moyens plus que suffisans de faire face à tous ses engagemens, jusqu'en novembre 1844, et une certitude complette de faire honneur aux bons de l'Etat, votre comité pense qu'il convient d'autoriser les actionnaires de cette Banque, à la mettre en liquidation sous le contrôle du Bureau de Circulation et à retirer seulement celles de ses branches qui n'ont pas donné, ou qui ne pourraient pas donner cinq pour cent net sur le montant de leur capital payé, et à leur renoncer à son droit au sixième des bénéfices de la dite Banque, sous la condition que la Banque cancellera et remettra pour deux cent cinquante mille piastres des bons de l'Etat, qu'elle a en sa possession, pour deux cent cinquante mille piastres des bons de l'Etat, qu'elle a en sa possession, pour être annullés par le Secrétaire d'Etat et le Trésorier, qui constituent seuls maintenant la garantie qu'elle a donnée à ces porteurs de bons dont se charger des rentrées, attendu que sa garantie est identique avec ceux des porteurs de bons; mais ce serait un faux calcul, que sans intérêt